

Carnet d'Europe

N° 08/108 – 7 octobre 2019 – 2€

Lettre d'actualité européenne

L'Édito d'Alain RÉGUILLON

Toujours riche, l'actualité européenne de ce mois ne pouvait manquer de commenter la disparition du Président Chirac en soulignant combien son positionnement sur l'Europe a été changeant pour, au final, être constructif.

Notre regard se porte aussi sur quelques pays partenaires qui connaissent des élections toujours utiles à suivre car de leur résultats peut dépendre leurs relations avec l'Union européenne. Ainsi en est-il de l'Autriche qui retrouve les couleurs de la démocratie. Nous n'avons pu traiter des élections au Portugal mais nous saluons la victoire du socialiste Antonio Costa, Premier ministre sortant qui a tant fait pour que son pays retrouve une dynamique économique qui tire un trait sur les années de crise. Nous reviendrons le mois prochain sur ces élections qui se sont déroulées le dimanche 6 octobre.

Toujours dans la rubrique « Chez nos partenaires », nous évoquons la situation de l'Espagne qui connaîtra de nouvelles élections législatives Le 10 novembre, les 4^e en 4 ans ! Un article sur la Pologne qui continue de se désolidariser de l'UE ; et un commentaire sur l'Allemagne qui fait face à une situation économique inquiétante.

Quelques politiques communautaires sont analysées comme Galiléo, Airbus, le gaspillage alimentaire ou encore l'impact de la numérisation sur le monde du travail.

La politique la plus sensible reste celle de l'immigration avec des avancées réelles intervenant après un accord entre la France et l'Italie, prolongé avec l'Allemagne et repris par les ministres de l'intérieur des 28.

Avec la volonté affirmée de la Présidente de la Commission européenne de parvenir à une véritable politique de l'immigration au sein de l'UE, Les bases sont posées pour trouver un accord intelligent.

Bonne lecture à toutes et à tous

La lettre mensuelle d'actualité européenne est une publication de Carnet d'Europe éditée par Presse fédéraliste – ISSN : 2119-2847 Directeur de la publication : Alain RÉGUILLON - Rédacteur en chef : Alain MALÉGARIE - Presse fédéraliste C/o Maison des Européens – 7, rue Amédée Bonnet – 69006 LYON - www.pressefederaliste.eu – www.mde-lyon.eu

Les propos contenus dans cette lettre n'engagent que leurs auteurs



Union of European Federalists
Union des Fédéralistes Européens
Union der Europäischen Föderalisten

En forme d'hommage : Jacques Chirac, un Européen de raison, pas de conviction !

Jacques Chirac nous a quitté le 26 septembre 2019 à l'âge de 86 ans, après des années de maladie d'ordre neurologique. Je sais bien que lorsque les « grands Hommes » meurent, ils ont tout d'un coup toutes les vertus, on les magnifie, certains les pleurent. Je ne suis pas de ce genre là. Bien sûr, je salue « l'animal politique », son courage, sa combativité, sa chaleur humaine communicative. J'ai vécu un peu cela car je l'avais rencontré deux fois à l'Élysée au temps de l'Institut de l'euro et au moment du passage à l'euro. Je confirme totalement sa simplicité incroyable. Je confirme même sa gentillesse, son côté extrêmement abordable, on pouvait lui parler comme à « n'importe qui », sans aucun protocole. C'en était presque gênant, si on est timide. On n'image pas cela chez de Gaulle ou Mitterrand !

Mais pour moi comme pour beaucoup de gens, Chirac est une énigme. L'hommage légitime, le respect de l'homme et de sa fonction ne doivent pas nous rendre aveugle, ou amnésique. L'homme politique fut capable du pire (emplois fictifs à la Mairie de Paris, qui lui vaudra condamnation, entourage douteux voire sulfureux, de Tibéri à Balkany en passant par Charles Pasqua et autres). Le seul président, à ce jour, condamné en 2011 à deux ans et demi de prison avec sursis.

Il fut capable du meilleur : la reconnaissance officielle (dans son beau discours du Vel'd'hiv en 1995) de la responsabilité de l'État français dans la déportation des Juifs ; le fait d'avoir tenu tête à Georges W. Bush en 2003 dans sa folie criminelle d'envahir l'Irak (et depuis, l'Irak est en chaos absolu), même si Saddam Hussein était un criminel cynique et sordide. Il y eut aussi son engagement fort dans les Balkans, notamment en Bosnie et au Kosovo, pour mettre fin à la guerre.

Chirac était social, très cultivé, il nous laisse un superbe musée (le Musée Branly des Arts Premiers). C'est le dernier président (après les 14 ans de présidence de Mitterrand) réélu à un second mandat présidentiel. Je doute qu'au XXI^{ème} siècle, il y ait des présidents réélus !...

Mais que restera-t-il vraiment, durablement, de Chirac ? Le Bilan est plus que mitigé, maigre même... Pas grand-chose à mon sens, et surtout pas sur le fait européen...

Certes il eût le courage, en 1992, et contre la majorité des militants du parti RPR qu'il avait créé et qu'il présidait, d'approuver le célèbre Traité de Maastricht qui créerait le marché unique puis la monnaie unique. C'est déjà ça !

Mais le Traité de Nice de 2000, sous la présidence française de l'UE, ne laissera pas un souvenir impérissable dans l'histoire de la construction européenne. Certes, nous étions sous le régime mortifère de la cohabitation (Chirac / Jospin), plus que tendue !

Si l'on remonte dans la biographie de Jacques Chirac, on découvre que, fidèle à la pensée gaulliste, il se montre d'abord très sceptique à l'égard de la construction européenne, qu'il va même juger de « fédéraliste » sur certains aspects ! Lorsqu'il démissionne de son poste de Premier Ministre en 1976 sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing, il va, dans le célèbre « Appel de Cochin » en 1978, jusqu'à traiter le parti UDF (créé par VGE) de « parti de l'étranger » car ce parti (ainsi que VGE) était clairement pro-européen, alors que lui était franchement eurosceptique à l'époque.

En 1980, il démissionne même de son mandat de député européen, préférant la politique française, et la campagne des présidentielles de 1981...

Mais changement radical d'attitude en 1992, lorsqu'il soutient le Traité de Maastricht, appelle à sa ratification par la France, ce qui rallie une grande partie de la droite française à la construction

européenne. Il faut reconnaître que sans son fort engagement, ce traité pour lequel Mitterrand avait tenu à faire un référendum pour que les Français tranchent, aurait sans doute été retoqué par le peuple, au vu du résultat très serré...

Elu président de la République en 1995, il joue le jeu et met en place une politique de réformes pour qualifier la France à la monnaie unique, ce qui exige de respecter les « critères de Maastricht » : déficit de 3% du PIB maxi ; dette de 60% du PIB maxi ; faible taux d'inflation. Ce que l'on va vite appeler le « Pacte de stabilité et de croissance ». Chirac est désormais convaincu, par raison, de la nécessité de la monnaie unique, et déterminé à ce que la France se qualifie sans retard. Il comprend, par nécessité, que l'Europe doit être puissante (avec un grand marché et une grande monnaie) pour préserver son modèle social, et que la France doit y occuper une des toutes premières places pour préserver son rang dans un monde multipolaire en évolution.

Il fait avancer le projet de l'Europe de la défense, notamment lors du sommet de Saint Malo en 1998 où il tombe d'accord avec les Britanniques (Tony Blair) pour déclarer « que l'Europe doit avoir une capacité autonome d'action ». Même si, 20 ans après, on n'a guère progressé, et on reste sous domination américaine au sein de l'OTAN.

Plus surprenant, il approuve avec enthousiasme l'élargissement de 2004 vers les pays de l'ex-bloc soviétique : 10 pays de l'ex-Est rejoignent l'UE après des années d'efforts et de réformes pour répondre à tous les critères nécessaires pour rejoindre l'Union. Il a salué à cette occasion la naissance d'une Europe « enfin réunifiée et pacifiée ». En fait Chirac était surtout européen pour pérenniser la paix entre nos nations, pas pour faire « plus d'Europe ».

Très proche des agriculteurs, (il fut ministre de l'agriculture) et toujours très attaché aux terroirs, il a toujours soutenu les bienfaits de la Politique agricole commune (PAC) pour la France.

Par ailleurs, reprenant l'héritage de ses prédécesseurs, il a entretenu et développé la coopération franco-allemande, convaincu du poids cumulé des deux pays au sein de la Communauté. Un axe Chirac – Schröder se développe, avec beaucoup de complicité et même d'amitié. Au point que la France et l'Allemagne vont prendre une position commune contre la guerre en Irak imposée par Georges W. Bush, et soutenue par Tony Blair côté Royaume-Uni, ce qui vaudra au Premier ministre britannique durant longtemps le sobriquet peu flatteur de « caniche de Bush... »

Chirac n'agit pas beaucoup durant ses deux mandats présidentiels, ce qui lui vaudra d'ailleurs la formule sans appel de son ennemi de l'époque, Nicolas Sarkozy, qui le traita de « Roi fainéant » ! No comment.

Par contre il analyse bien les choses et est parfois visionnaire. Témoin ce beau discours prononcé en août 2002 à Johannesburg sur le climat, et sa célèbre formule : « La maison brûle, et nous regardons ailleurs ». Belle formule en effet (il fut le premier), mais depuis on n'a rien fait, ni en France ni ailleurs...Les mots sont plus faciles que les actes !

En 2005, Chirac organise un référendum sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe. Chirac participe activement à la campagne sur le référendum. Etant déjà affaibli physiquement par un AVC et affaibli politiquement (côte de popularité très basse), sa campagne est désastreuse, notamment dans sa difficile relation aux Jeunes et son fameux « N'ayez pas peur ! ». Les Français rejettent le texte à 55%, suivis par les Néerlandais deux jours plus tard.

Du coup, depuis 2005, l'Europe sera en panne durant de longues années. La côte de popularité de Jacques Chirac tombera au plus bas, 16% (comme pour Sarkozy ou Hollande plus tard..). Il ne remontera

plus la pente, jusqu'à son départ en 2007, accumulant les échecs politiques (le retrait du CPE de Villepin, les grèves générales longues, les émeutes de banlieue fin 2005). Son quinquennat sera creux, presque vide.

Ses convictions européennes sont tactiques, raisonnées. On pourrait les résumer en une simple phrase, prononcée en 2004 : « *l'Europe ne se substitue pas à nos nations. C'est une fédération d'États-nations. Elle rassemble nos nations pour leur donner plus de force. Elle n'est pas synonyme de renoncement, de dilution de notre identité, mais au contraire de prospérité, de justice et de rayonnement accru pour l'Europe dans le monde* ». C'est un peu court, comme vision...

Ces propositions montrent bien qu'il était pour une Union d'États souverains. Il n'était pas pour des « États-Unis d'Europe », mais plutôt pour une « Europe unie des États »...

Soucieux de la paix et des valeurs de l'Europe, il restait gaulliste pour le poids de la France en Europe et dans le monde. D'où des chocs entre deux forts patriotes, pour ne pas dire nationalistes, comme Margaret Thatcher, il y eut une profonde animosité entre ces deux là. L'apogée de la tension fut au sommet européen de 1988. Avec le sens des formules, acerbes parfois, Chirac dira à propos des Britanniques « *On ne peut pas faire confiance à des gens qui cuisinent aussi mal* ». Ambiance... Pourtant John Major et Tony Blair lui ont rendu un vibrant hommage. D'autres dirigeants européens aussi. Mais le plus grand éloge vient...du Kremlin. Vladimir Poutine se déclare être un « *admirateur notoire de Chirac* », saluant un « *dirigeant sage et visionnaire, ayant toujours défendu les intérêts de son pays* ». Venant de Poutine, je ne sais pas s'il faut s'en réjouir...

De Jean-Claude Juncker à Angela Merkel, en passant par son compère-complice Gerhard Schröder, Pedro Sanchez, Guy Verhofstadt, Sergio Mattarella et même Boris Johnson, tous saluent un homme d'État, un leader de l'Europe, une gentillesse et même une générosité sans failles. Angela Merkel parle d'un « *partenaire et ami extraordinaire* », même si la gauche allemande lui reproche la reprise des essais nucléaires de la France en 1995..

Mais sur l'engagement européen, beaucoup de journaux français et étrangers (New York Times) lui reprochent son côté « *caméléon politique* », à la fois mouvant et pragmatique. Il a raté le coche avec l'Europe, refusant les propositions allemandes pour une Europe plus intégrée (Karl Lammer, Joschka Fischer, Gerhard Schröder). 20 ans de perdus, face à la Chine et aux USA... VGE et Mitterrand auront fait bien plus pour l'Europe. Dommage pour la suite...

Chez nos partenaires

Elections législatives en Autriche : l'extrême droite s'effondre

Décidément, l'été 2019 et désormais l'automne sont marqués par un net recul des extrêmes-droites, comme quoi il ne faut jamais désespérer ! On avait déjà constaté cela lors des élections législatives européennes de mai 2019. Mais depuis on a eu l'éviction de Matteo Salvini en Italie, et de son parti d'extrême droite la LEGA ; on a le populiste et fantasque Boris Johnson en grande difficulté, tellement englué dans un pré Brexit chaotique qui inquiète chaque jour davantage...

Et voilà que les élections législatives autrichiennes du 29 septembre ont été fatales à l'extrême droite, qui gouvernait (3 ministres importants) dans un gouvernement de coalition, jusqu'à la révélation d'un énorme scandale financier dans le parti d'extrême droite FPÖ. A quelque chose malheur est bon, cela permet aux partenaires de cette coalition contre nature de les virer ! Car tout le gouvernement de Sebastian Kurz avait du démissionner, cela remet donc les pendules à l'heure.

Du coup, la droite (Parti ÖVP) a triomphé à nouveau, emmenée par l'ancien Premier ministre Kurz.

Et le FPÖ paie cher ses magouilles, puisqu'il s'effondre suite à un scandale surnommé « Ibizagate », la corruption s'étant déroulée sous le soleil d'Ibiza. La politique ayant horreur du vide, l'effondrement de l'extrême droite profite aux Verts, qui font une percée et pourraient ainsi intégrer le nouveau gouvernement.

Le parti de droite ÖVP (Parti du peuple) arrive largement en tête avec 37,1 % des voix, bien plus que ce que prévoyaient les sondages. Les sociaux démocrates (SPÖ) sont classés deuxième avec 21,7 % des voix (c'est leur pire score depuis 1945!), et le parti pour la liberté (FPÖ), d'extrême droite, est troisième avec 16,1 % des votes soit une chute de plus de 10 %.

Les Verts remontent à la quatrième place, avec 14 %, leur meilleur résultat historique.

Le parti centriste et libéral Neos, cinquième, siègera également au Parlement, avec 7,8 % des voix.

Le gouvernement de coalition Droite - Extrême droite dirigé par Sebastian Kurz n'aura tenu que dix-huit mois, à cause d'un scandale financier touchant le vice-chancelier Strache piégé dans une vidéo le montrant, à Ibiza, proposer des marchés publics à une fausse oligarque russe, moyennant une rémunération occulte. Ce scandale eut un énorme écho dans tout le pays, obligeant tout le gouvernement à démissionner suite à une motion de censure contre la coalition gouvernementale.

Au vu du résultat électoral du 29 septembre, en faveur du parti ÖVP, Sebastian Kurz est assuré de récupérer le poste de Premier Ministre, mais il devra néanmoins faire une coalition avec un autre parti, car seul il devrait occuper 71 sièges au Parlement, alors qu'il en faut 92 pour former une majorité de gouvernement.

Mais avec qui Kurz va-t-il s'allier ?

Le parti d'extrême droite FPÖ est discrédité par son mauvais score aux élections mais aussi pour des affaires de détournement de fonds durant la campagne électorale (Ndlr : décidément, c'est le mal du siècle ?..) et aussi de dérapages racistes.

Il reste donc les sociaux-démocrates et les Verts. Ces derniers tiennent la corde, car cette coalition Droite/Verts existe déjà au niveau régional, et les préoccupations face au changement climatique se propagent partout et sont en tête des préoccupations des Européens. Le 27 septembre, le mouvement pour le climat « Fridays for future » a réuni 65.000 personnes, chiffre historique pour un mouvement écologique en Autriche. De plus, le président de la République, Alexander van der Bellen s'impliquera dans la formation du gouvernement, et devrait pencher vers les Verts, étant lui-même un ancien politicien Vert. Certes, les écologistes autrichiens ont prévenu qu'ils ne voudront accéder au pouvoir que s'il y a un « changement politique radical » en faveur de l'environnement, mais aussi dans la lutte contre la corruption et la pauvreté.

Les négociations seront donc intenses pour élaborer cette prochaine coalition, mais l'air du temps est et sera de plus en plus écologique !

De nouvelles élections législatives en Espagne

Sept mois après les élections du 23 avril, les Espagnols sont appelés de nouveau aux urnes le 10 novembre. Depuis 2016 et l'apparition de nouvelles forces politiques, le multipartisme n'aide pas à l'émergence d'une stabilité gouvernementale. Ces formations nouvelles, Podemos à l'extrême Gauche, Ciudadanos au centre droit et Vox à l'extrême droite ne parviennent pas à nouer des alliances avec les partis traditionnels dont celui des socialistes. Bien qu'arrivé largement en tête avec 28,5% des voix, le PSOE avec 123 députés sur 350 ne disposait pas d'une majorité pour gouverner. Son chef de file, Pedro Sanchez, président du gouvernement sortant n'a pas réussi à trouver un accord, ni avec l'extrême gauche, ni avec le centre droit.

Devant ce blocage, et selon les règles institutionnelles du pays, le Parlement a été dissous le 23 septembre et de nouvelles élections convoquées. Le PSOE (socialiste) est annoncé vainqueur bien que le véritable gagnant risque d'être l'abstention. Les Espagnols sont en effet lassés car ces élections seront les quatrièmes en 4 ans !

Les perdants semblent devoir être les nouvelles formations dont les électeurs dénoncent l'immaturation politique. Le parti populaire devrait retrouver des couleurs, mais aucune formation, une fois encore, ne devrait avoir la majorité seule. Alors, quel sera le sort de l'Espagne après le 10 Novembre ? Voilà une inquiétude dont n'a nul besoin l'Union européenne à un moment de renouvellement important de ses propres instances.

Souhaitons le meilleur à ce pays qui compte parmi les grands partenaires de l'Union européenne pour favoriser une évolution profonde de celles-ci vers davantage d'approfondissement

Le double-jeu de la Pologne dans la Défense

Décidément, le gouvernement conservateur (Parti PiS, Droit et Justice) de la Pologne s'affranchit à plusieurs titres des codes et règles européennes... Sur l'Etat de droit et ses dérives en matière d'indépendance de la justice, des libertés publiques et privées. L'Union européenne a fini par déclencher contre ce pays l'article 7 qui peut entraîner des sanctions financières si l'Etat-membre ne respecte pas les principes et règles démocratiques qui sont l'ADN de toute notre construction.

Pour la vision ou perception de Varsovie sur son appartenance à l'Union, c'est plutôt « à la carte », du genre « je prends les fonds européens, mais pour le reste...on verra » !

Ce gouvernement eurosceptique vient d'aggraver son cas en décidant sans aucune concertation d'acheter 32 avions de chasse F-35 américains (environ 12 milliards €), privilégiant ainsi la voie transatlantique dans ses achats d'équipement de défense. Et faisant, de fait un sacré pied de nez à l'UE qui essaye de relancer une Europe de la Défense !

Déjà, en 2016, ce gouvernement avait brutalement rompu des négociations engagées avec Airbus pour la fourniture de 50 hélicoptères de transport Caracal, renonçant ainsi à intégrer le projet industriel européen.

La Pologne, comme plusieurs États à l'Est, privilégie le « bouclier américain » et ne fait pas confiance à la défense européenne.

Sauf que l'Union avance quand même un peu sur ce sujet avec désormais, depuis décembre 2017, la création de la « Coopération structurée permanente » (PESCO en abrégé) et d'un Fonds européen de Défense. 25 États ont adhéré à cette coopération renforcée en matière de défense (par exemple assistance automatique des autres États si l'un est attaqué)...25, y compris la Pologne !

Donc, cet achat conséquent d'avions à l'oncle Sam est une provocation de plus et marque une rupture des engagements pris au titre de la PESCO, qui prévoient bien que la coopération européenne est prioritaire. D'autant que les Européens ont des projets de coopération très concrets avec un nouvel Eurofighter (l'avion européen, que la France a dédaigné pour avantager les usines Dassault, personne n'est donc parfait...) ; un drone et un avion du futur...

Au-delà de leur obsession d'être sous protection américaine (toujours la crainte et la haine du Russe) la démarche polonaise est très politique, ils sont très en phase avec Trump (!) et veulent une implantation américaine permanente, en hommes et en matériels. Ils souhaitent même trouver des débouchés pour leur propre industrie de Défense en tant que sous-traitants de produits américains.

Les Polonais sont d'habiles manœuvriers. S'ils ont adhéré à la Coopération structurée permanente, c'est parce qu'elle leur donnait un bonus de 10% dans l'attribution de financements européens au titre du Fonds européen de Défense. Bref, ils essaient de gagner sur les deux tableaux...

Toutefois, à plus long terme, il se pourrait bien que le gouvernement polonais ait fait une grave erreur stratégique. Car pour les États-Unis, l'objectif politique et stratégique est de se rapprocher de la Russie, de renouer le dialogue. Une alliance militaire avec Varsovie n'est pas vraiment leur priorité. Et les déclarations pro-russes de Trump au sommet du G7 fin août à Biarritz étaient claires, il regrettait même publiquement l'absence de Vladimir Poutine !

Alors que le gouvernement polonais cultive sa haine et son rejet absolu de l'ex « grand frère » russe, dont les méfaits durant la Seconde Guerre mondiale jusqu'en 1989 ne sont pas oubliés...

Washington et Varsovie ne sont pas sur la même planète, ni à égalité...

Quant à l'Union, elle ferait bien de conditionner ses aides financières -conséquentes- à un minimum de loyauté, de coopération et de solidarité de la part de ses États-membres. Une Union, ça donne beaucoup de droits, mais il ya des devoirs à respecter, aussi. Certains pays dépassent les bornes.

Probable récession en Allemagne

La première économie de l'Union européenne connaît, depuis quelques mois, des difficultés qui l'obligent à réduire son activité, notamment dans l'automobile. L'agence fédérale pour l'emploi établit à 44 700 le nombre de salariés au chômage partiel en juin touchant plus de 2 000 entreprises. En juillet, les commandes industrielles ont baissées de 2,7%. C'est le secteur automobile qui est le plus touché avec un recul de 11% de sa production sur les huit premiers mois de l'année.

Cette situation s'explique par une conjoncture économique mondiale faible qui affecte l'industrie allemande, grande exportatrice. Les conflits commerciaux dans le monde minent le marché automobile qu'augmente le défi électrique pour lequel les industriels allemands ne sont pas suffisamment préparés.

La production industrielle accuse une baisse de 4,2% sur une année glissante. Pour autant, le chômage ne devrait pas augmenter et continuer à se situer autour de 5%.

Il faut cependant suivre avec attention la situation de l'Allemagne et ne pas se satisfaire de ses difficultés car, si elles persistent, elles affecteraient rapidement nombre de pays membres de l'Union européenne.

L'Europe a besoin d'une Allemagne en bonne santé, même si des ajustements sont nécessaires et une redistribution souhaitable pour un meilleur équilibre de la production et le l'emploi en Europe.

Ces politiques communautaires qui nous concernent

La Politique migratoire : face à l'inertie des États membres de l'Union européenne, les lignes commenceraient-elles à bouger ?

Tout arrive. L'Italie, troisième puissance économique de la zone euro, redevient fréquentable avec l'éviction cet été du ministre de l'intérieur Matteo Salvini et de son parti la Lega, parti d'extrême droite, xénophobe et europhobe. Il n'aura tenu que 14 mois, suffisamment pour bloquer toute évolution sur un sujet majeur pour l'UE, la politique migratoire.

Emmanuel Macron en a aussitôt profité pour se rendre en Italie et avoir une séance de travail courte mais intense, le 18 septembre dernier, avec le président de la République Sergio Mattarella et le Premier ministre Giuseppe Conte.

Il était temps, car le dialogue était rompu avec Salvini, surtout sur l'immigration, sujet sensible s'il en est. Il est vrai que la défection flagrante de nombre de pays, à commencer par la France, à propos de l'accueil de migrants dans l'UE, depuis 2015 et encore actuellement dans une moindre mesure, a été une des causes de l'arrivée au pouvoir en Italie de la Lega.

Car aucun pays, ni même deux ou trois, ne peuvent accueillir tous les migrants d'Afrique ou du Proche-Orient. L'UE se doit d'être plurielle et solidaire, sinon les populismes et extrémismes de tout poil se généraliseront et compromettront la poursuite du projet européen.

La France et l'Italie se sont donc retrouvées et réconciliées sans trop de difficulté, compte tenu d'une longue histoire commune, très riche et fraternelle.

Mieux, le Président français et le Premier ministre italien ont adopté une position commune sur les migrations et se sont même donné des gages de soutien pour de futures propositions de réformes dans l'UE. Fini la période où la France avait rappelé en 2018 son ambassadeur à Rome, après des déclarations outrancières et agressives de Matteo Salvini et de son allié Luigi Di Maio, qui s'était même permis de recevoir les « Gilets jaunes » et de les encourager ! Bref, des relations exécrables, sans précédent depuis 1945 !

Les deux dirigeants sont tombés d'accord pour adopter un « *mécanisme automatique de répartition des migrants* ». Ils ont même prévu que « *tous les pays participent sous une forme ou une autre à la solidarité européenne en la matière, ou alors soient pénalisés financièrement* »

Ils souhaitent également remettre en question les accords de Dublin, qui donnent aux pays d'arrivée la charge du traitement des demandeurs d'asile. Et de conclure qu'il « *faut trouver des solutions durables sur la réforme des accords de Schengen et de la Convention de Dublin* ».

A la bonne heure ! Pourquoi, depuis 2015, la France et l'Italie n'ont pas tenu de tels propos ? Et qu'en pensent les autres États-membres, notamment ceux à l'est de l'Europe ? Et quand les Parlements nationaux valideront-ils ces beaux principes ?

Il nous faut également attendre des propositions concrètes (projets de directives) de la part de la Commission européenne. D'ailleurs sa présidente est en phase, elle a elle aussi jugé utile de réformer les procédures et d'être plus solidaires. L'Europe a été créée sur ce principe absolu : la solidarité. C'est le moment, sur un tel sujet qui ne fait que commencer, de ne pas oublier cette valeur suprême ! Espérons que la nouvelle Commission et le nouveau Parlement agiront de concert afin de faire pression sur des gouvernements divisés et égoïstes.

Et les deux dirigeants ont aussi réclamé une « *gestion plus efficace du renvoi dans leur pays d'origine des migrants qui n'ont pas droit à l'asile* ». Conte a précisé que « *l'Italie ne laissera pas les trafiquants décider des entrées sur le territoire* ». On sent bien que, même empreints de bonne intention, ils sont « *sur des œufs* » sur ce dossier sensible et face à des opinions publiques rétives...

Après l'ère Salvini, les ports italiens s'entrouvrent à nouveau pour laisser débarquer sur l'île de Lampedusa quelques dizaines de migrants.

Ces accords seront défendus lors du prochain Conseil européen des 17 et 18 octobre, mais avant les ministres de l'Intérieur des États-membres concernés se seront réunis pour discuter de ce dossier de l'asile et des migrations.

Un sommet bilatéral franco-italien se tiendra en 2020. Il se tient chaque année depuis 1983, mais en 2018 il fut annulé en raison de la crise diplomatique.

L'Italie est de retour dans le giron européen et on ne peut que s'en réjouir. On a besoin d'elle. Elle a besoin aussi d'être entendue à Bruxelles, afin d'obtenir un délai pour réduire sa dette publique abyssale (132% du PIB!) ; L'Italie sait qu'elle aura besoin du soutien de Macron. Les billards sont souvent à plusieurs bandes...

Après l'Italie, Malte ! Il faut battre le fer tant qu'il est chaud, selon le dicton. Les pays concernés se sont donc retrouvés à Malte le 23 septembre (5 jours à peine après la rencontre Macron/Conte) pour mettre au point l'épineuse question de la répartition des migrants.

Quelques données chiffrées concernant les demandeurs d'asile en 2018: **Total UE : 586.235**

Allemagne	161.885	France :	111.415
Grèce	64.975	Italie	53.440
Espagne	52.730	Royaume-Uni	37.290

Les pays en première ligne sont toujours les mêmes : Italie, Grèce, Espagne, Chypre et Malte. Mais les flux d'entrée sont beaucoup plus bas qu'en 2015, partout en Europe. 1 million de réfugiés via la Méditerranée en 2015 ; 67.000 arrivées depuis le début de cette année. Les chiffres parlent d'eux-mêmes..Beaucoup d'accords bilatéraux, depuis 4 ans, ont fonctionné.

Cette réunion à Malte aura été fructueuse, puisque quatre ministres de l'Intérieur (Allemagne, France, Italie et Malte) se sont mis d'accord pour une répartition **automatique** des migrants, ce qui n'avait pu se faire depuis 2015 ! Un document commun a été élaboré, faisant suite à deux documents présentés l'un par la France et l'Allemagne (toujours le «couple» franco-allemand sans lequel rien ne se fait..), et l'autre par l'Italie et Malte, lors de réunions précédentes à Helsinki et Paris.

Bien sûr, cet accord devra être validé par les autres États-membres sans exception ; il sera soumis pour approbation aux 28 États lors d'un Conseil européen « Justice et Affaires intérieures » au Luxembourg le 8 octobre.

Ultime bonne nouvelle, la France et l'Allemagne ont de leur côté signé un préaccord également, pour « soulager » l'Italie et Malte. Ils acceptent dorénavant d'accueillir sur leur sol une partie des migrants repêchés en mer, afin de donner l'exemple et de susciter d'autres actions solidaires de la part d'autres États-membres. Ce texte sera aussi présenté aux ministres de l'Intérieur des 28 en octobre.

Il convient de rester prudent et d'attendre les actes, mais il semble bien que les lignes commencent à bouger enfin, et que l'Union est un peu plus solidaire. Ce n'est que comme cela que l'Union sera forte et crédible, tant à l'intérieur que sur la scène internationale ;

Que de temps perdu depuis 2015, qui avait pourtant déjà fixé -en vain- des quotas !

Les migrations d'êtres humains, qui ne font que commencer à cause du dérèglement climatique et ses multiples conséquences, ont une dimension économique, sociale, budgétaire, et évidemment politique.

Mais n'oublions pas l'essentiel : elles sont avant tout une question humaine et morale, qui se doit de passer avant toute autre considération... **Les migrants ne sont pas « un problème » comme on l'entend trop souvent. Ils sont des victimes !** Et subissent souvent un cauchemar, voire un drame.

L'Europe de la paix et de la démocratie doit aussi s'honorer dans la fraternité et la solidarité. On l'a créée pour cela aussi, après 1945 et les horreurs subies.

GALILEO *sauve des vies en mer*

Galileo, système européen de navigation par satellite, est une des réussites exemplaires de l'Europe, sur le plan technique et stratégique, et même commercial, au plan mondial désormais. Il est aussi plus précis et performant que le GPS américain.

Mais Galileo a une autre vertu, protéger les citoyens en difficulté, partout où ils se trouvent.

Et pour cette noble mission, il a particulièrement organisé et développé le sauvetage de personnes en difficulté, sur terre comme en mer.

Pour faire connaître son service de recherche et de sauvetage, la Belgique a organisé, le 26 septembre dernier, sur la côte belge, une démonstration de son savoir-faire en matière de sauvetage, destinée aux journalistes.

Cette démonstration s'appelle « Opération Shark Bait ». Ce service fournit une prévision de localisation accrue, de 10 km à 2 km, dans des opérations de sauvetage de par le monde, coordonnées par le programme international de sauvetage Cospas-Sarsat.

Ce programme a réduit à **moins de 10 mn** le temps nécessaire pour détecter une personne équipée d'une balise de détresse en mer, en montagne ou dans le désert. A l'avenir le système permettra d'indiquer à la personne en détresse qu'une aide est en cours.

Dans le cadre de cette opération « Shark bait », et à titre de test, une personne sera laissée seule en mer sur un radeau de sauvetage, équipé uniquement d'une balise de détresse. En activant cette balise, les satellites Galileo détermineront la position rapidement et avec précision, déclenchant une opération de sauvetage mettant en œuvre un canot et un hélicoptère de secours et de sauvetage.

Cette opération sera coordonnée par le centre de coordination et de sauvetage maritime d'Ostende.

Dans ce type d'opération, chaque minute compte, et Galileo réduit considérablement le temps nécessaire pour localiser et donc sauver.

Galileo fournit aussi des « services initiaux » depuis décembre 2016, qui améliorent déjà la vie quotidienne des citoyens et des entreprises grâce à des signaux de positionnement, de navigation et de datation précis.

Plus d'un milliard d'utilisateurs de Smartphones lui font déjà confiance dans le monde ! C'est dire l'ampleur de son succès.

L'agence spatiale européenne propose des programmes pour 14 milliards d'euros

22 pays sont membres de l'ESA. C'est en novembre qu'ils devront se prononcer sur le financement des programmes pour la période 2020-2022. La France semble prête à augmenter sa participation, mais qu'en sera-t-il des autres partenaires ?

Cet argent doit servir à soutenir l'exploration spatiale, les fusées et le soutien à la compétitivité des satellites. En 2019, aux programmes de coopération entre États membres de l'ESA d'un montant de 4,18 milliards, l'agence a géré aussi 1,54 milliard pour le compte de la Commission européenne pour les satellites de navigation Galiléo et d'observation Copernicus et Eumetsat (météo). Face aux 21 milliards de la NASA, les Européens ne se donnent pas vraiment les moyens de faire front aux avancées des USA.

Pour les 4 prochaines années, l'ESA propose le financement des programmes suivants :

- 4,3 milliards pour les programmes scientifiques et le fonctionnement de l'agence ;
- 2,6 milliards pour le transport spatial afin de réussir la transition entre Ariane 5 et Ariane 6 et pour rendre cette dernière encore plus compétitive face aux lanceurs américains ;
- 2 milliards pour le financement de la station spatiale internationale et l'exploration sur mars et la lune. Un montant cependant bien faible qui ne permettra aux Européens que de « raccrocher » le programme américain ;
- Enfin, 2,4 milliards pour soutenir l'industrie des satellites et leur industrialisation des satellites digitaux de Télécom. Cela permettra aussi de compléter Copernicus de quelque 6 satellites utiles à mesurer le CO2 sur la planète.
- D'autres propositions devraient compléter cette projection.

Airbus : entre aéronautique et aérospatiale

Airbus est un avionneur dont on connaît les avions du même nom, mais c'est aussi une société industrielle de la défense qui est le premier acteur pour les systèmes aérospatiaux complexes qui reposent sur le triptyque air-espace-cyber. C'est cette société qui développe le système de combat aérien du futur (SCAF), ce qui nécessite des investissements et des partenariats importants.

La mise en place au niveau européen d'un fonds dédié à la défense est une montée en puissance qui stimule aussi Airbus. En France, le commandement de la stratégie de défense spatiale est installé à Toulouse ce qui crée aussi une proximité avec Airbus.

Mais c'est bien sûr dans le domaine civil que l'activité de l'avionneur connaît le développement le plus sérieux. Les nouvelles projections laissent entendre que d'ici à 2040, les besoins seront de quelque 39 000 avions neufs. La famille des A320 et le 737 de Boeing devraient représenter 75% des ventes. A court et moyen termes, Airbus fait la course en tête avec 60% des parts de marché des moyens-courriers. Avec le A330 Neo et surtout le A321XLR, Airbus allie moyen-courrier et long courrier, ses avions pouvant couvrir les deux types de vols. Le A321XLR détient déjà 50% des commandes moyen-courrier.

La zone Asie-Pacifique devrait concentrer 42% des besoins d'avions neufs contre 36% pour l'Amérique et l'Europe.

La difficulté pour Airbus est de faire face à la demande et de pouvoir produire en quantité et en qualité ce qui est un vrai défi, difficile à gagner. En 2019, 890 appareils seront livrés contre 800 en 2018. C'est un progrès, mais il faut tenir le rythme d'où la nécessité d'augmenter les chaînes de montages.

Le défi majeur des prochaines années est celui de la décarbonation du transport aérien. Selon les avionneurs, ils seraient parvenus à réduire de 53% les émissions de gaz carbonique en trente ans. L'objectif est de parvenir en 2035 à fabriquer un avion à la neutralité carbone. Il faut, pour cela, favoriser aussi une réglementation mondiale ce à quoi travaille l'organisation de l'aviation civile internationale (OACI).

L'Union européenne veut lutter contre le gaspillage alimentaire

Le gaspillage alimentaire est un fléau, qui ne cesse d'augmenter dans nos sociétés d'abondance, parfois même gavées. Et ce dans l'indifférence générale, décideurs politiques comme citoyens, malgré quelques -rares-campagnes media, mais trop dispersées et aléatoires pour être véritablement efficaces et modifier les comportements.

Ce fléau est le fait des entreprises, des collectivités (restaurants d'entreprises et de collectivités) et bien sûr de chaque citoyen, aussi. Ce fléau est un problème à la fois économique, social et moral.

C'est pourquoi l'Union européenne s'est saisie du problème, et ce pour tous les États-membres simultanément. La Commission européenne a même identifié la prévention du gaspillage alimentaire comme priorité essentielle dans la construction d'une économie circulaire et d'une société durable. Tout à fait dans l'air du temps.

Comment procéder ?

Pour changer les habitudes, il faut pouvoir mesurer correctement le gaspillage alimentaire. Aussi une méthode commune est mise en place : les États-membres devront quantifier les déchets alimentaires de manière cohérente, et ce à chaque étape de la chaîne d'approvisionnement alimentaire.

La méthodologie employée devrait garantir une surveillance cohérente et efficace dans toute l'UE.

L'entrée en vigueur de cette législation permettra de respecter l'objectif global de l'Union, à savoir **réduire de moitié le gaspillage alimentaire d'ici à 2030.**

Après presque un siècle de gaspillage effréné dans une société de plus en consommatrice, le délai retenu est très ambitieux, mais il faut agir fort et vite pour modifier les comportements. J'observe d'ailleurs qu'aucune contrainte (sanction) d'ordre financier n'est prévue pour l'instant, ce qui ne manquera pas d'arriver tôt ou tard, tant les mauvaises habitudes prises ont la vie dure...

La Commission a d'ailleurs prévu, d'ores et déjà, de suivre de près la mise en œuvre de cette législation.

Cette méthodologie partagée au niveau de l'Union contribuera aussi à harmoniser toutes les données (aujourd'hui hétérogènes) sur les niveaux de gaspillage alimentaire par les entreprises, ce qui contribuera aussi à l'objectif de développement durable.

Il ne reste plus à espérer que les décideurs, à tous les niveaux de nos instances et territoires, joueront le jeu et s'empareront de cette problématique qui n'épargne personne.

Cette initiative européenne est inédite dans le monde.

C'est cela aussi, l'Europe !

L'impact de la numérisation sur le monde du travail dans l'UE

Le **Centre commun de Recherche** de la Commission européenne travaille beaucoup, produit des rapports intéressants, prospectifs, parfois visionnaires. Il est, en quelque sorte, le pôle scientifique et de connaissance de la Commission.

Il vient de présenter un nouveau rapport, intitulé « L'évolution de la nature du travail et des compétences à l'ère numérique », fort intéressant et instructif.

Ce rapport propose une analyse factuelle de l'impact de la technologie sur les marchés du travail et prône la nécessité, dans l'éducation, de renforcer les compétences numériques.

C'est le Commissaire Tibor Navracsics, chargé de l'éducation, de la jeunesse, de la culture et du sport, qui est responsable du Centre commun de Recherche. Il passera la main bien sûr à son successeur le 1^{er} novembre prochain.

Il rappelle que les progrès technologiques font évoluer rapidement les exigences en matière de compétences professionnelles, ce qui constitue un défi stratégique pour l'UE. Et ce rapport nous donne les premières bases pour concevoir des politiques d'avenir garantissant à chacun une utilisation des nouvelles technologies sécurisée et créative. Il a également lancé un plan d'action en matière d'éducation numérique et d'un espace européen de l'éducation.

Madame Marianne Thyssen, Commissaire (sortante également) chargée de l'emploi, des affaires sociales, des compétences et de la mobilité des travailleurs, résume les actions faites (je cite) : « *la technologie change les marchés du travail en créant de nouvelles formes d'emplois. Il est essentiel de veiller à ce que les travailleurs soient dotés de compétences appropriées, d'une part, et continuent d'être protégés, d'autre part. Au cours de mon mandat, j'ai travaillé d'arrache pied pour promouvoir le développement des compétences, garantir l'accès de tous à la protection sociale et veiller à ce que tous les travailleurs bénéficient de conditions de travail prévisibles et transparentes. Nous devons poursuivre sur cette voie afin que nos politiques sociales et de l'emploi soient adaptées aux besoins du marché du travail du 21^e siècle* ».

L'Union relève le défi en accordant la priorité à l'éducation et à la dimension sociale de l'Europe, comme en témoigne, notamment, le socle européen des droits sociaux proposé par la Commission européenne et plébiscité par le Conseil européen et le Parlement.

En 2018, la Commission a lancé son plan d'action en matière d'éducation numérique, élément essentiel de l'espace européen de l'éducation.

L'Union a également lancé des initiatives concrètes pour aider les citoyens à prospérer dans un monde numérique.

Enfin, dans le cadre du futur budget de l'UE (le cadre financier pluriannuel 2021-2027), la Commission a proposé un programme pour une Europe numérique, dotée de **9,2 milliards €** afin de répondre aux défis numériques émergents.

Il reste à souhaiter que les chefs d'État et de Gouvernement soient sensibles à cette nécessité et cette urgence, et acceptent de donner à l'Union les moyens nécessaires pour répondre à ces défis numériques inéluctables.

Les ambitions de la nouvelle Commission européenne sur les enjeux climatiques.

Le 23 septembre 2019, un sommet « Action Climat des Nations unies » s'est tenu, à l'initiative du secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres.

L'Union européenne était bien présente, avec l'actuel Président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, ainsi que Donald Tusk, Président du Conseil européen, Frans Timmermans Vice-président de la Commission et le commissaire Miguel Arias Canete.

L'UE a toute sa place dans un tel sommet car elle est plutôt « vertueuse » en termes d'efforts contre le dérèglement climatique, même si les États membres n'en font pas assez, bien sûr. Mais ils font bien plus que les États-Unis ou la Chine, champions du monde de la pollution et de l'inaction.

L'UE a quand même des actions importantes à mettre en avant. Et son empreinte carbone est plus faible que les autres continents. Elle est la seule à avoir légiféré sur les engagements pris dans le cadre des Accords de Paris de 2015 (COP 21). Elle a fixé des objectifs clairs et précis, montrant une vision stratégique sur le long terme pour une économie « neutre pour le climat » d'ici 2050, intitulée « une planète propre pour tous ». L'Union est aussi le principal contributeur au financement international de la lutte contre le changement climatique.

Il est clair que le changement climatique est trop important pour qu'un Etat puisse s'y attaquer seul. C'est un enjeu européen et même mondial, pour le coup.

Sur ce défi mondial pour l'avenir de tous les habitants de la planète, l'Union ne manque pas de rappeler aussi que seules les solutions multilatérales au sein des Nations Unies seront efficaces. Un message clair envoyé aux tenants (Trump, Bolsonaro, etc.) de l'unilatéralisme et du repli national.

La nouvelle présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen a présenté un programme ambitieux au nom de l'Union, le GREEN DEAL, ou « Pacte vert », conforme d'ailleurs au fait que les questions environnementales occupent le devant de la scène médiatique et politique de l'Union, avec une mobilisation forte de la jeunesse européenne sur ces questions qui les concernent au premier chef.

Mais pour l'instant, cette mobilisation se heurte à l'inertie des gouvernements, on l'a bien vu lors des élections législatives européennes de mai 2019. Tous les partis en parlent désormais, dans de beaux discours. Et après ?

Il n'y a pour l'instant aucun cadre juridique contraignant qui s'imposerait aux Etats membres pour limiter les émissions de gaz à effet de serre et limiter aussi le réchauffement climatique à +2° maxi.

Le Président brésilien Bolsonaro s'est même permis de stigmatiser ces efforts européens, (dans ses vives altercations avec E.Macron !) à propos des incendies énormes en Amazonie qui concernent toute notre planète.

Heureusement l'UE est la première puissance commerciale du monde (et 2^{ème} puissance économique du monde), cela lui donne quelques droits et poids pour imposer la problématique environnementale dans ses partenariats internationaux, comme les accords commerciaux par exemple. Sa place à l'OMC est forte également, pour rivaliser avec les USA et la Chine. Bref, la gestion climatique va devenir omniprésente, et être une condition sine qua non pour ratifier des accords. On le voit bien avec l'accord sur le Mercosur et la colère de Bolsonaro quand la France refuse de le signer.

L'UE se bat sur ce dossier capital depuis quelques temps déjà. Elle a déjà, par exemple, pris un règlement juridiquement contraignant interdisant tous les plastiques à usage unique dès 2021 (assiettes, cuillères, gobelets, cotons-tiges, pailles : exit !).

Et Ursula von der Leyen va inscrire la neutralité carbone dans toute loi sur la politique économique et industrielle européenne.

L'écologie ne doit donc plus être une option, mais une obligation, à l'intérieur de l'Union (Etats-membres) comme avec ses partenaires étrangers. Et là, l'Union est totalement en phase avec les citoyens européens.

Afin de ne pas désavantager, par un durcissement des réglementations environnementales, les entreprises européennes vis-à-vis de leurs concurrents étrangers, moins exigeants sur l'environnement, et de ne pas réduire l'attractivité de l'industrie européenne, la Commission européenne propose de mettre en place une taxe carbone aux frontières extérieures de l'Union, afin d'éviter de déplacer les modes de production polluants à l'extérieur de l'Union.

La nouvelle présidente de la Commission veut engager l'Union dans le « donnant-donnant ». Les partenaires économiques de l'Union devront s'aligner sur nos politiques s'ils veulent continuer à commercer avec nous. Cela concerne tous les accords de libre échange, tous les accords commerciaux ! J'ai rarement vu la Commission afficher autant de fermeté à l'extérieur ! Et pour une bonne cause, en plus !

Ursula von der Leyen s'inscrit aussi dans une démarche où la croissance économique n'est pas antagoniste du développement durable, et inversement. Si elle réussit cela, face à des gouvernements inertes, couards et soucieux de leur propre carrière, chapeau ! Elle a des atouts. Déjà, la Banque européenne d'investissement (BEI) va faire évoluer sa politique de prêts, en éliminant progressivement les investissements dans les projets d'énergie fossile d'ici à 2020. Donc plus de financement pour les industries et infrastructures du pétrole, gaz, charbon. Une vraie révolution !

Madame von der Leyen avait promis dans son discours d'investiture de convertir une partie de la BEI en « banque du climat ». C'était déjà le cas pour 25% des financements accordés par la BEI. Elle veut dorénavant les doubler ! La nouvelle présidente s'inscrit à rebours des écologistes « purs et durs » qui veulent rompre avec le système institutionnel. Elle, au contraire, veut s'appuyer sur le système, y concentrer des capitaux pour multiplier les fermes éoliennes, les parcs photovoltaïques.

Même la Banque centrale européenne (BCE) bientôt dirigée par Christine Lagarde (au 1er novembre) pourrait, au vu de ses déclarations, jouer un rôle important dans ce projet de pacte vert de la Commission. Explication : pour l'instant, la politique de la BCE est « neutre », elle achète des obligations d'entreprises (européennes) quelle que soit leur empreinte carbone. C'est ainsi qu'elle possède d'ailleurs 20% des obligations vertes dans la zone euro. On peut donc espérer que la BCE saura réorienter progressivement ses achats vers plus de projets verts, ou moins de projets carbonés.

Les Nations-Unies ont évalué à « au moins 26.000 milliards \$ », les gains économiques générés par une « croissance plus propre et plus intelligente sur le plan climatique » d'ici à 2030.

Depuis dix ans, l'UE a substantiellement rehaussé ses objectifs en matière de réduction des émissions de Co² : les « 3 x 20% » c'est fini. Ce paquet prévoit maintenant 32% d'énergie renouvelable ; - 40% d'émissions de gaz à effet de serre par rapport à 1990 ; et amélioration de l'efficacité énergétique d'au moins 32,5%.

Et madame von der Leyen veut accélérer l'atteinte de ces objectifs en réduisant de 50% les émissions de CO² d'ici à 2030 et en obtenant la neutralité carbone en 2050.

Elle veut instaurer un « fonds pour la transition juste » de 100 milliards sur dix ans, spécialement dédié aux Etats de l'Est, les plus en retard sur ces questions. Frans Timmermans, son premier vice-président exécutif, sera en charge du Pacte vert, priorité absolue de la nouvelle mandature. Il sera aidé par d'autres Commissaires (énergie ; environnement ; transport et agriculture). Issus des pays de l'Est, ce n'est pas un hasard ! Encore un défi pour Timmermans, car l'environnement n'est pas la priorité de plusieurs Etats d'Europe centrale et orientale, encore très dépendants du charbon.

Le projet de Pacte vert est un projet ambitieux, innovant, qui connaîtra de fortes divergences / réticences entre Etats membres et la crispation de l'Est de l'Europe.

Mais grâce à la gravité et à l'urgence de la situation climatique, il reste à souhaiter que la raison l'emporte. Espérons que l'articulation Commission / Parlement européen fonctionne. L'enjeu est de taille. L'avantage du fonctionnement des institutions européennes est qu'il s'appuie sur des majorités de projets, pas sur des majorités idéologiques...Le consensus est plus facile à trouver que dans nos vieux Etats-nations, arc-boutés sur des dissensions politiques stériles...L'action prévaut souvent sur le politique, en UE. Les institutions européennes (Parlement compris) sont nettement moins politisées, et convergent plus vite. Face au blocage la négociation est préférée. Le consensus plutôt que le dissensus. Pourvu que cela dure !

Les prochains rendez-vous de l'actualité européenne

Mercredi 23 octobre à Grenoble (38)

Lundi 4 novembre à Lyon (69)

Présentation des 4 volumes de 10 ans d'actualité européenne

Jeudi 14 novembre à le Teil (07)

Lundi 2 décembre à Lyon (69)

Mercredi 11 décembre dans l'Ain (01 - lieu à préciser)

Samedi 23 novembre au Chambon-Feugerolles, Métropole de Saint-Etienne

5e Rencontres régionales européennes

Des consultations citoyennes aux actions de terrain, comment conjuguer les savoir-faire institutionnels et associatifs ?

Déroulé de la journée

Le matin : concertation entre les associations et réseaux labellisés à partir du travail fait en amont et une union régionale de jumelages à vocation européenne pour déterminer une ligne de conduite et faire connaître nos attentes aux partenaires institutionnels.

L'après-midi : faire connaissance avec les députés européens. Puis engager la discussion à partir des attentes exprimées le matin avec les députés, la représentante de la Commission, celui du Comité européen des Régions et le représentant de la Région AURA.

09 h 30 : accueil des participants, remise des dossiers

10 h 00 : mot d'accueil par le Maire du Chambon-Feugerolles, ouverture des travaux par le président de l'URALE

10 h 15 : Tenue d'une séance plénière où chaque représentant des réseaux viendra présenter sa position sur l'initiative de coopération inter-associative et des labels, ainsi que les attentes d'une telle coopération. Echanges entre les participants.

12 h 15 : réunion d'un groupe de synthèse pouvant présenter les attentes aux représentants institutionnels reçus l'après-midi

Pour les autres participants, visites des stands

13 h 00 : déjeuner sous forme de buffet à la Maison des associations

14 h 30 : ouverture du Dialogue citoyen par le président de l'URALE

La conduite des débats sera assurée par Henri OBERDORFF, professeur émérite de l'Université Grenoble/Alpes, président de l'Université populaire européenne de Grenoble, vice-président de l'URALE

- **1^{er} temps** : présentation des députés qui nous indiqueront dans quel groupe et dans quelles commissions ils siègent, comment ils entendent travailler sur le terrain régional
- **2^e temps** : présentation de la synthèse des travaux du matin et attentes qui en ressortent
rapporteur : Marjolaine ARBONA-VIDAL, responsable du centre d'information Europe Direct Lyon
- **3^e temps** : réponse des représentants institutionnels présents, puis débat avec la salle

17 h 00 : conclusions de la journée tirées par le président de l'URALE

Des déplacements en bus ou minibus seront organisés depuis certaines communes. Les inscriptions à partir du bulletin joint se font auprès des associations membres de l'URALE.

Les rencontres régionales européennes sont très largement ouvertes à tous les citoyens de la région Auvergne-Rhône-alpes :

Contact : alain.reguillon@orange.fr